

**Assemblées OMPI 2022 - Déclaration générale de la Suisse**

Madame la Présidente,

- La Suisse endosse la déclaration faite au nom du Groupe B et souhaiterait en complément mettre l'accent sur trois points principaux:
  - Premièrement, la Suisse soutient le point supplémentaire à l'ordre du jour concernant l'assistance et l'appui au secteur de l'innovation et de la créativité et au système de la propriété intellectuelle de l'Ukraine. En ces temps particulièrement difficiles, aider nos collègues ukrainiens à reconstruire leurs infrastructures d'innovation relève du devoir de solidarité et de coopération multilatérale, devoir auquel la Suisse est très attachée.
  - Deuxièmement, il convient de garder en tête que les travaux normatifs sont au cœur du mandat de l'OMPI. Malgré la situation internationale actuelle, la Suisse salue l'OMPI pour la poursuite de ses travaux normatifs, comme les récentes modifications du Règlement d'application pour l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques. En tant que membre de l'Acte de Genève depuis fin 2021, la Suisse est désormais prête à s'engager encore plus activement pour le développement du système de Lisbonne, afin que ce dernier, indispensable sur le plan international, puisse pleinement jouer son rôle pour toutes les parties intéressées.
  - Troisièmement, le bon fonctionnement et l'attractivité des systèmes d'enregistrement de l'OMPI pour ses utilisateurs dépend, entre autres, de titres de protection fiables. Dans ce contexte, nous observons, avec intérêt, l'énorme potentiel qui réside dans l'intelligence artificielle. En même temps, les utilisateurs nous informent que les inventions générées par des machines deviennent de plus en plus une réalité, de sorte que des inventeurs ne sont plus sûrs d'avoir le droit de réclamer un titre de protection. Nos règles en matière de propriété intellectuelle sont-elles encore adaptées à cette nouvelle réalité ? Faudrait-il les modifier pour éviter toute incertitude juridique qui pourrait décourager les investissements dans les nouvelles technologies ? Nous souhaiterions discuter de tout cela avec les autres Etats membres, et en savoir plus quant à leurs approches nationales dans ce domaine.
- Madame la Présidente, soyez assuré de l'engagement de ma délégation pour contribuer à une conclusion positive de ces assemblées.

Merci Madame la Présidente.

